

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

N°ST 2024\_016

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 12 janvier 2024, de la société SNEF, représentée par Monsieur HUILLIER Nans,  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
**VU** le Code général des Collectivités territoriales,  
**VU** le Code général des Propriétés des Personnes publiques,  
**VU** le Code de l'Urbanisme,  
**VU** le Code de la Voirie routière,  
**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),  
**VU** le Règlement de Voirie communale,  
**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux, tirage de câbles en façade, réalisation du génie civil en zone pavée et d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRÊTE**

**Article 1 : Prolongation :** L'arrêté 2023-448 est prolongé jusqu'au 26 janvier 2024 18h00 dans les mêmes conditions.

**Article 2 : Publication, affichage et diffusion :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur le Directeur général des services du département, le chef de service aménagement du territoire sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 3 : Recours :** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 12 janvier 2024,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

